



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE SAMEDI 6 JUIN 2015

DES ÎLES FIDJI À LA CÔTE OUEST DES ÉTATS-UNIS: 96 DÉBATS

10 000 CITOYENS SE SONT PRONONCÉS SUR LES ENJEUX DE LA COP 21

DEBAT CITOYEN PLANETAIRE SUR LE CLIMAT ET L'ENERGIE (*WORLD WIDE VIEWS 2015*)

1-LE QUARTIER GENERAL DU DEBAT CITOYEN PLANETAIRE AU 244 BLVD SAINT-GERMAIN

Les co-initiateurs (CCNUCC, Commission nationale du débat public, Fondation du Danish Board of Technology, Missions Publiques), en présence de l'expert Pierre Radanne et du consultant Stéphane Rozès (CAP), se sont réunis pour commenter au fur et à mesure la remontée des résultats.

En effet, tout au long de la journée, les organisateurs locaux du monde entier ont communiqué le résultat du vote des citoyens.

Accueillant également financeurs, journalistes, universitaires et représentants de la société civile (associations, ONG, etc.), le quartier général a été un lieu d'échanges sur les débats et leur impact sur le processus des négociations avec en particulier un échange avec le vice-président du GIEC, Jean-Pascal Van Ypersele. Les experts présents ont amorcé une analyse comparative des résultats.

2-LE DEBAT CITOYEN D'ILE-DE-FRANCE ORGANISE PAR L'ARENE AU 244 BLVD SAINT-GERMAIN

Le Débat Citoyen Planétaire organisé par l'ARENE pour la région Ile-de-France s'est déroulé de 9h30 à 17h30, accueillant 106 citoyens franciliens.

Les messages de Mme Christina Figueres, secrétaire exécutive de la CCNUCC, et de Mme Ségolène Royal, Ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, ont été diffusés en guise d'introduction. Ces deux allocutions ont été diffusées dans de nombreux débats citoyens organisés à travers le monde.

Le Président de la Commission nationale du débat public est ensuite intervenu en ouverture.

Tous ont insisté sur l'importance de faire entendre la voix des citoyens du monde sur les enjeux liés aux négociations

climatiques.

Les citoyens ont ensuite visionné les vidéos d'information, débattu et voté selon la méthode établie par le Danish Board of Technology.

À l'issue de cette journée, les citoyens ont exprimé une grande satisfaction et un grand intérêt. Certains auraient souhaité qu'une place soit laissée aux questions ouvertes.

3- L'ÉMERGENCE D'UN SENTIMENT DE COMMUNAUTE MONDIALE AUTOUR DES ENJEUX CLIMATIQUES

Au delà du processus d'information et de consultation citoyenne, cette journée avait également vocation à faire prendre conscience à l'ensemble des citoyens présents de leur légitimité à s'exprimer sur des enjeux qui les concernent directement.

L'ensemble des débats locaux ont fonctionné en réseau pour donner une photographie de la conscience mondiale face au changement climatique, illustrant les préoccupations et attentes des citoyens dans la perspective de la COP21 :

- dans le quartier général, des visioconférences bilatérales se sont succédées tout au long de la journée entre Paris et les organisateurs locaux afin de recevoir les témoignages en direct de ce qui se déroulait dans les autres pays (Corée du Sud, Pakistan, Bangladesh, Afghanistan, Russie, Malaisie, Philippines, Portugal, Espagne, Grèce, Italie, Tchad, Mali, Zimbabwe, Kenya, Afrique du Sud, Maroc, Etats-Unis, Canada, Québec, Mauritanie, Allemagne...).
- Ces échanges ont montré un très grand enthousiasme de la part des citoyens pour cette opération unique.
- Ces initiatives n'ont pas seulement convergé vers l'Île-de-France mais se sont également développées entre tous les pays participants
 - Pendant le débat Île-de-France, un mur d'images a retransmis en temps réel un échantillon des débats en cours dans les autres pays, permettant une véritable émulation entre tous les citoyens participants (Iran, Cap Vert, Portugal, Bahamas, etc.).

4- 96 DEBATS SUR LES CINQ CONTINENTS, DANS LES 75 PAYS

Au soir de cette journée, ont été enregistrés les résultats de 96 pays dans 75 pays, dont 13 îles.

Quelques débats n'ont pu avoir lieu, généralement pour des raisons financières (dont la Martinique). Leur répartition est la suivante :

- 29 pays Afrique
- 18 pays d'Asie Océanie
- 15 pays d'Amérique
- 13 pays d'Europe

Il est remarquable de constater que le nombre de pays le plus important est en Afrique, et que des débats ont pu être organisés en Afghanistan, en Iran, au Malin, mais aussi au Burundi ou au Népal, malgré les évènements récents.

5- LES PREMIERES TENDANCES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Trois mots-clés illustrent le point de vue des citoyens du monde, y compris les Français :

LES CITOYENS SONT TRES CONCERNES, CRITIQUES ET VOLONTARISTES

Les premiers éléments de comparaisons entre les réponses des citoyens français par rapport aux réponses des citoyens du monde sont les suivantes :

Trois mots-clés illustrent le point de vue des citoyens du monde, y compris les Français :

LES CITOYENS SONT TRES CONCERNES, CRITIQUES ET VOLONTARISTES.

a) L'importance de lutter contre le changement climatique

Les citoyens français et les citoyens du monde se montrent très concernés (81% et 79 % respectivement) ou moyennement concernés (18%).

Les français considèrent que les mesures pour lutter contre le changement climatique sont plutôt une opportunité (81%), alors qu'ils ne sont que 66% au niveau mondial.

Les résultats sont identiques concernant les efforts mondiaux qui devraient se concentrer de manière égale sur l'adaptation et l'atténuation (64%).

Les français ont un avis très négatif sur les résultats des négociations des Nations Unies depuis 1992 (88%) contre seulement 71% dans le monde.

Ils sont également plus volontaristes pour qu'à Paris tout soit fait pour limiter le réchauffement de la température à 2° C (76%), contre 63 % au niveau mondial.

La lutte contre le changement climatique est avant tout une responsabilité mondiale (plus de 72% en France et 70 % dans le monde).

En revanche, plus de 56% des français considèrent qu'il s'agit essentiellement d'une responsabilité des citoyens, contre seulement 48% pour le monde.

b) Les outils pour lutter contre le changement climatique

15% des français sont hostiles à la taxe carbone quelle que soit son application contre 9% au niveau mondial.

Pour réaliser des réductions importantes d'émission de gaz à effet de serre, c'est la subvention des énergies éoliennes, solaires, marines ou géothermiques qui arrive en tête (47% en France et 57% dans le monde).

Les résultats sont identiques s'agissant des solutions les plus efficaces pour répondre au problème du changement climatique : ce sont les solutions appliquées au niveau mondial qui arrivent en tête à 60%.

Les outils les plus adaptés à la réduction des émissions sont : les programmes éducatifs destinés au grand public (76% en France-78% dans le monde), et la protection des forêts tropicales (50% en France -42% dans le monde).

c) Les négociations des Nations Unies et les engagements nationaux

À la question « que pensez-vous de la façon dont votre pays combat le changement climatique ? », les réponses sont très contrastées.

Seulement 25% des Français estiment que le changement climatique est une priorité nationale à juste titre, contre 44 % à l'échelle mondiale.

Le changement climatique n'est pas une priorité nationale mais devrait-elle l'être ? 65 % des Français le pensent, contre 46 % des citoyens du monde.

Plus de 80% des citoyens du monde considèrent que leur pays devrait prendre des mesures afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, même si beaucoup d'autres pays ne prennent pas de mesures (85% en France).

69% des citoyens du monde considèrent qu'un accord à Paris devrait comporter un objectif mondial à long terme, juridiquement contraignant pour tous les pays, pour arriver à zéro émission de gaz à effet de serre à la fin du siècle (61% en France).

d) L'équité et le partage des efforts

Les émissions actuelles ou anticipées (39% dans le monde - 41% en France) et les capacités économiques actuelles ou futures (38% en France-33 % dans le monde) sont les meilleures bases pour fixer l'ambition des contributions nationales en faveur du climat.

Après 2020, 79% des citoyens du monde considèrent que les pays à haut revenu devraient payer plus que le montant

convenu en faveur des pays à faible revenu (100 milliards de \$), seulement 62% des français sont de cet avis. Plus des trois quarts des citoyens souhaiteraient que les efforts des pays en développement dépendent du soutien des pays développés.

e) Faire des promesses en faveur du climat et les tenir

50% des citoyens du monde (et 61% des français) pensent que chaque pays devrait avoir le droit d'inspecter les autres sur leurs efforts.

73% de tous les citoyens demandent qu'un accord à Paris comporte des objectifs nationaux, juridiquement contraignant pour tous les pays.

Plus de 91% des citoyens du monde (et 95% des français) considèrent que tous les pays devraient publier leurs émissions et leur progrès.

Enfin, s'agissant de l'utilité du débat citoyen planétaire pour le processus de décision de la COP21, 84 % des citoyens du monde répondent oui ou oui tout à fait ; les français sont moins optimistes (65%).

. SOUTIENS ET FINANCEURS :

Ce débat bénéficie du soutien de M. François Hollande, Président de la République française, de M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, qui a mobilisé les ambassades de France pour trouver des organisateurs locaux, de Mme Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, qui a mobilisé des crédits pour aider les pays en développement à participer, de 13 régions françaises, du groupe ENGIE, de la fondation KR (Danemark), de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale, de l'Agence fédérale de l'environnement allemande, de la Fondation de France, de l'Agence Spatiale Européenne, des groupes Socialistes et EELV du Sénat, du Ministère de l'Environnement Norvégien, de Grenoble-Alpes Métropole et de la Ville de Paris.

Le débat citoyen planétaire a reçu le label **COP21**.

. CO-INITIATEURS DU DEBAT CITOYEN PLANETAIRE

Le Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changement Climatique (CCNUCC), la Commission nationale du débat public (CNDP), la Danish Board of Technology Foundation (DBT) et Missions Publiques.

. POUR PLUS D'INFORMATION :

Danish Board of Technology Foundation : Bjorn Bedsted (bb@Tekno.dk)

Missions Publiques : Yves Mathieu (yves.mathieu@missionspubliques.fr)

Commission nationale du débat public : Christian Leyrit (christian.leyrit@debatpublic.fr)

. Vous trouverez en pièce jointe de ce communiqué le dossier de presse du débat citoyen planétaire.

CONTACT PRESSE :

AGENCE MILBOX

David Perrussel

Tel : + 33.7.61.85.05.80 – + 33.1.42.51.35.13

david.perrussel@milbox.fr